

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/JPN/2

G/SCM/Q1/JPN/2

9 août 1996

(96-3175)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses du Japon¹ aux questions posées par le Canada²

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 juillet 1996.

Les notifications requises de lois et réglementations ainsi que des Principes directeurs sont en cours d'élaboration et seront présentées d'ici la prochaine réunion consacrée à l'examen des législations.

Questions générales

1. *Dans la Loi relative au tarif douanier et dans les Décrets relatifs aux droits antidumping et aux droits compensateurs, seul le Ministre des finances est mentionné. Au cours d'une enquête, d'autres autorités examineront-elles le montant du droit et la question du dommage important?*

Les ministres qui constituent les autorités chargées de l'enquête (Ministre des finances, Ministre du commerce extérieur et de l'industrie et tout ministre dont relève la branche de production visée) se concertent et établissent une détermination après s'être consultés, conformément à l'article 18 du Décret relatif aux droits antidumping et à l'article 14 du Décret relatif aux droits compensateurs.

2. *Existe-t-il au Japon un organisme indépendant chargé de la révision judiciaire prévue à l'article 13 de l'Accord ADP et à l'article 23 de l'Accord SMC?*

Les affaires sont portées devant les tribunaux. Les mesures administratives, notamment les mesures antidumping ou compensatoires, entrent dans le champ d'application des systèmes japonais de révision judiciaire.

3. *Quel est le mécanisme juridique prévu par la loi japonaise pour la mise en oeuvre des décisions des groupes spéciaux de l'OMC?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions spécifiques concernant la mise en oeuvre des rapports de groupes spéciaux donnant tort au Japon. La législation et/ou la

¹G/ADP/N/1/JPN/2-G/SCM/N/1/JPN/2.

²G/ADP/W/233-G/SCM/W/243.

réglementation peuvent éventuellement être modifiées au cas par cas afin de donner suite à un rapport de groupe spécial de l'OMC.

4. *Aux termes de l'Accord antidumping les droits peuvent être fixés sur une base rétrospective ou prospective. Les droits seront-ils basés sur la valeur normale ou sur le prix à l'exportation?*

Le Japon impose normalement les droits sur une base prospective. Ces droits, notamment les droits antidumping, sont calculés sur la base du prix à l'exportation.

Questions visant des articles précis

Conditions d'ouverture d'une enquête

5. *Les articles 7.6 et 8.5 de la Loi relative au tarif douanier définissent les conditions d'ouverture d'une enquête en matière de droits antidumping et de droits compensateurs respectivement. Ces dispositions permettent-elles aux autorités d'ouvrir une enquête sans être saisies d'une plainte présentée par écrit par la branche de production nationale? Dans l'affirmative, pourquoi le gouvernement japonais n'a-t-il pas limité l'application de cette disposition à des circonstances spéciales comme le prévoient l'article 5.6 de l'Accord ADP et l'article 11.6 de l'Accord SMC?*

Les autorités peuvent décider d'ouvrir une enquête sans avoir été saisies d'une plainte présentée par écrit si elles disposent d'éléments de preuve suffisants de l'importation d'un produit subventionné/à des prix de dumping et de l'existence d'un dommage important, etc., causé à une branche de production nationale par cette importation, ce qui correspond à la condition énoncée à l'article 11.6 de l'Accord SMC et à l'article 5.6 de l'Accord ADP.

6. *L'article 5 du Décret relatif aux droits antidumping et l'article 3 du Décret relatif aux droits compensateurs disposent que les requérants doivent représenter pas moins de 25 pour cent de la branche de production nationale. Comment le gouvernement japonais compte-t-il respecter ses obligations au titre de l'article 5.4 de l'Accord ADP et de l'article 11.4 de l'Accord SMC? En particulier, comment s'assurera-t-il que la demande a été présentée par la branche de production nationale ou en son nom, c'est-à-dire qu'elle est soutenue par des producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande?*

L'article 5 du Décret fixe comme critère de représentativité pour l'ouverture d'une enquête un pourcentage de 25 pour cent de la production totale.

En ce qui concerne la règle des 50 pour cent, les dispositions de l'article 5.4 de l'Accord s'appliquent directement et la façon de déterminer le degré de soutien est indiquée à l'article 5 2) des Principes directeurs.

7. *L'article 2 du Décret relatif aux droits compensateurs définit la branche de production nationale comme les producteurs nationaux dont les productions additionnées de produits similaires constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits. Pourquoi n'existe-t-il pas de disposition comparable dans le Décret relatif aux droits antidumping? Quelle est la définition d'une "proportion majeure"?*

La définition de la branche de production nationale figure à l'article 4 du Décret relatif aux droits antidumping.

La différence entre le Décret relatif aux droits compensateurs et le Décret relatif aux droits antidumping provient d'une erreur de traduction (la traduction correcte à l'article 4 du Décret relatif aux droits antidumping est "proportion majeure" et non "proportion substantielle").

La "proportion majeure" est de 50 pour cent, conformément à l'article 4 1) des Principes directeurs.

8. *L'article 7.1 du Décret relatif aux droits antidumping et l'article 4.1 du Décret relatif aux droits compensateurs précisent les renseignements que la demande devra comporter. Le gouvernement japonais peut-il expliquer pourquoi, dans la liste des renseignements requis, ne figurent pas l'identité de chaque exportateur ou producteur étranger connu ainsi qu'une liste des personnes connues pour importer le produit en question, comme le prévoient l'article 5.2 ii) de l'Accord ADP et l'article 11.2 ii) de l'Accord SMC?*

L'article 7.1.3 du Décret relatif aux droits antidumping et l'article 4.1.3 du Décret relatif aux droits compensateurs exigent que des renseignements soient fournis concernant l'identité des fournisseurs, définis comme étant les exportateurs ou les producteurs, et sont compatibles avec l'article 5.2 ii) de l'Accord ADP et l'article 11.2 ii) de l'Accord SMC.

L'annexe des Principes directeurs exige que des renseignements soient fournis sur l'identité de l'importateur du produit visé.

Engagements

9. *L'article 7.8 et 9 de la Loi porte sur les engagements pris dans le cadre d'enquêtes en matière de droits compensateurs et l'article 8.7 et 8 sur les engagements pris dans le cadre d'enquêtes antidumping.*

- a) *Comment le gouvernement japonais compte-t-il respecter ses obligations au titre de l'article 8.2 de l'Accord ADP et de l'article 18.2 de l'Accord SMC aux termes desquels des engagements ne seront acceptés que si les autorités ont établi une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping?*

Conformément aux articles 7.10 et 8.8 de la Loi, le gouvernement ne peut accepter d'engagement de ce type à moins qu'il ne puisse être présumé que le produit subventionné/faisant l'objet d'un dumping est importé et que son importation cause un dommage important, etc. Cette présomption correspond à la détermination préliminaire positive mentionnée à l'article 8.2 de l'Accord ADP et à l'article 18.2 de l'Accord SMC.

Ces dispositions sont donc compatibles avec les articles 8.2 de l'Accord ADP et l'article 18.2 de l'Accord SMC.

- b) *L'article 7.9 autorise le gouvernement à mettre fin à une enquête visant à l'application de droits compensateurs si des engagements sont acceptés. L'article 8.8 autorise le gouvernement à suspendre une enquête antidumping si des engagements sont acceptés. L'article 8.1 de l'Accord ADP et l'article 18.1 de l'Accord SMC autorisent la suspension ou la clôture d'une enquête lorsqu'un engagement est accepté. Le gouvernement*

japonais peut-il expliquer pourquoi les enquêtes antidumping et les enquêtes en matière de droits compensateurs sont traitées différemment sur ce point?

Cette différence provient d'une erreur de traduction (la traduction correcte est "suspendre l'enquête ou y mettre fin" et non "mettre fin à l'enquête" (article 7.9) ou "suspendre l'enquête" (article 8.8)).

10. *Comment le gouvernement japonais veillera-t-il à ce que les droits ne soient pas imposés pendant la durée d'un engagement, comme le prévoient l'article 9.2 de l'Accord ADP et l'article 19.1 de l'Accord SMC?*

Il n'est pas perçu de droits antidumping pendant qu'un engagement en matière de prix est en vigueur.

Les dispositions de l'article 9.2 de l'Accord ADP et de l'article 19.3 de l'Accord SMC sont appliquées directement.

Enquête ultérieure

11. *Comment le gouvernement japonais compte-t-il respecter ses obligations au titre de l'article 11.9 de l'Accord SMC et de l'article 5.8 de l'Accord ADP exigeant la clôture d'une enquête si le montant de la subvention ou la marge de dumping est de minimis, ou si le volume des importations concernées ou le dommage est négligeable?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions concernant la marge ou le montant "de minimis" ou le volume d'importations négligeable.

Par conséquent, les dispositions de l'article 5.8 de l'Accord ADP et de l'article 11.2 de l'Accord SMC sont appliquées directement.

Il est immédiatement mis fin à l'enquête dans les cas où les autorités compétentes constatent que la marge de dumping ou le montant de la subvention est inférieur au niveau *de minimis* ou que le volume des importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées est négligeable.

12. *Comment le gouvernement japonais compte-t-il respecter ses obligations concernant les enquêtes sur place prévues à l'Annexe I de l'Accord ADP et à l'Annexe VI de l'Accord SMC?*

Les dispositions de l'Annexe I de l'Accord ADP et de l'Annexe VI de l'Accord SMC sont appliquées directement.

13. *Comment le gouvernement japonais compte-t-il respecter ses obligations concernant l'article 6.1 de l'Accord ADP et l'article 12.1 de l'Accord SMC? En particulier, comment veillera-t-il à ce qu'un délai d'au moins 30 jours soit ménagé aux exportateurs ou aux producteurs étrangers pour répondre aux questionnaires?*

Les lois et réglementations nationales ne contiennent pas de dispositions concernant les délais. Les dispositions de l'article 6.1.1 de l'Accord ADP et de l'article 12.1.1 de l'Accord SMC sont appliquées directement et un délai d'au moins 30 jours est ménagé pour répondre aux questionnaires.

14. *Comment le gouvernement japonais compte-t-il mettre en oeuvre les règles relatives à l'échantillonnage définies à l'article 6.10 de l'Accord ADP?*

En ce qui concerne l'échantillonnage, les dispositions des articles 6.10 et 9.4 de l'Accord ADP sont appliquées directement.

15. *Comment le gouvernement japonais compte-t-il respecter ses obligations au titre de l'article 6.8 de l'Accord ADP et de l'article 12.7 de l'Accord SMC concernant l'utilisation des données de fait disponibles lorsqu'il s'agit de prendre une décision?*

Les dispositions de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord ADP ainsi que de l'article 12.7 de l'Accord SMC sont appliquées directement.

16. *L'article 5 du Décret relatif aux droits compensateurs et l'article 8 du Décret relatif aux droits antidumping définissent les procédures à suivre pour annoncer l'ouverture d'une enquête. Le gouvernement japonais pourrait-il expliquer pourquoi l'adresse à laquelle les parties intéressées devraient faire parvenir leurs représentations ne figure pas parmi les renseignements que doit contenir l'avis publié au Journal officiel comme l'exige l'article 22.2 v) de l'Accord SMC?*

L'adresse est indiquée à l'article 5 1) des Principes directeurs.

Détermination de l'existence d'un dumping

17. *L'article 8.1 de la Loi définit le dumping comme la vente d'un produit à l'exportation à un prix inférieur au prix du produit similaire. Le gouvernement japonais pourrait-il expliquer pourquoi il n'a pas adopté la définition donnée à l'article 2.1 de l'Accord antidumping à savoir la vente d'un produit à un prix inférieur à sa valeur normale?*

Il n'y a aucune différence de sens entre les termes "la vente d'un produit à l'exportation à un prix inférieur au prix du produit similaire dans des conditions commerciales normales pour la consommation dans le pays exportateur, ou à tout autre prix similaire déterminé par décret interministériel" qui figurent à l'article 8.1 de la Loi relative au tarif douanier et les termes "produit ... introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale" qui figurent à l'article 2.1 de l'Accord ADP.

18. *Comment le gouvernement japonais compte-t-il respecter ses obligations au titre de l'article 2.4 de l'Accord antidumping et en particulier de son alinéa 2 et s'assurer qu'une comparaison équitable est effectuée entre le prix à l'exportation et la valeur normale?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions concernant cette base de comparaison.

Par conséquent, les dispositions de l'article 2.4.2 de l'Accord ADP sont appliquées directement.

19. *L'article 2 du Décret relatif aux droits antidumping définit différentes méthodes pour calculer la valeur normale. Le Décret ne précise pas de règles spécifiques concernant la manière dont le calcul doit être effectué, en particulier lorsque la méthode du coût de production est utilisée. Comment le gouvernement japonais veillera-t-il à respecter ses obligations au titre de l'article 2.2 de l'Accord antidumping?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions concernant la méthode utilisée concrètement pour calculer la valeur normale.

Par conséquent, les dispositions pertinentes de l'Accord ADP sont appliquées directement.

20. *En vertu de l'article 2.1 3), les prix peuvent être calculés à partir du coût de production du produit importé, majoré du montant normal des bénéfices et des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général afférents au produit similaire dans le pays d'origine. Comment le gouvernement japonais veillera-t-il à ce que ces coûts soient fondés sur des données réelles comme le veut l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions concernant les données utilisées pour ce calcul.

Les dispositions de l'article 2.2.2 de l'Accord ADP sont appliquées directement.

21. *Aux termes de l'article 4.7 de la Loi, la conversion en monnaie japonaise peut être effectuée sur la base du taux de change en vigueur à la date de la déclaration d'importation.*

- a) *Le gouvernement japonais pourrait-il expliquer comment cette disposition peut être conforme à l'article 2.4.1 de l'Accord antidumping selon lequel la conversion doit être effectuée en utilisant le taux de change en vigueur à la date de la vente?*
- b) *Le gouvernement japonais a-t-il l'intention de tenir compte des autres éléments de l'article 2.4.1 de l'Accord antidumping, par exemple l'utilisation du taux de change pratiqué pour la vente à terme et les fluctuations des taux de change?*

L'article 4.7 de la Loi est appliqué uniquement aux fins de l'imposition de droits antidumping et non pour le calcul de la marge de dumping.

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions concernant la conversion de monnaies pour le calcul de la marge de dumping.

Par conséquent, les dispositions de l'article 2.4.1 de l'Accord ADP sont appliquées directement.

Subventions

22. *Le gouvernement japonais compte-t-il mettre en oeuvre des lois ou règlements concernant le calcul du montant de la subvention? Compte-t-il appliquer la notion d'avantage conféré au bénéficiaire prévue à l'article 14 de l'Accord SMC?*

En ce qui concerne les critères servant à calculer le montant aux fins de la détermination des droits compensateurs, les dispositions de l'article 14 de l'Accord SMC sont appliquées directement.

23. *Le gouvernement japonais compte-t-il mettre en oeuvre des lois ou règlements concernant le traitement des intrants dans le processus de production conformément à l'Annexe II de l'Accord SMC?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions concernant le traitement des intrants dans le processus de production.

Par conséquent, les dispositions de l'Annexe II de l'Accord SMC sont appliquées directement.

Domage

24. *Les articles 7.1 et 8.1 de la Loi relative au tarif douanier autorisent l'imposition de droits antidumping et de droits compensateurs lorsqu'un dommage important est constaté. Néanmoins, ni la Loi ni les Décrets ne précisent la manière dont le dommage important doit être évalué. Comment le gouvernement japonais compte-t-il respecter ses obligations au titre de l'article 3 de l'Accord antidumping et de l'article 15 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions concernant l'évaluation du dommage important.

Par conséquent, les dispositions de l'article 3 de l'Accord ADP et de l'article 15 de l'Accord SMC sont appliquées directement.